

**SCAN : « [ ] il me paraît dangereux de dire que le parti majoritaire en Haute-Guinée doit désigner les chefs de quartier et les chefs de district dans cette région [ ] » Sékou Kouréissy Condé**

écrit par GuineePolitique© | 3 novembre 2016



**Sékou Kouréissy Condé, ancien ministre et secrétaire exécutif de l'ONG African Crisis Group**

« Aujourd'hui, voir la configuration sociopolitique de notre pays, il me paraît dangereux de dire que le parti majoritaire en Haute-Guinée doit désigner les chefs de quartier et les chefs de district dans cette région. Ainsi que pour le parti majoritaire en Moyenne-Guinée de désigner les chefs de proximité en Moyenne Guinée et que les partis majoritaires en Basse-Guinée et en Guinée-Forestière doivent faire autant. Qu'on se dise la vérité, dans le contexte guinéen, il me semble difficile que l'UFDG puisse désigner les chefs de quartier à Kouroussa, Siguiri, Kérouané, Kankan et Mandiana

tout comme, le RPG puisse désigner les chefs de quartier et des districts à Labé, Mali, Pita et Dalaba quand bien même, les dernières élections présidentielles ont montré une évolution des partis politiques quand à la recomposition de l'électorat sur l'étendu du territoire. Donc, la question est très complexe, l'Etat doit prendre ses responsabilités » © [GuinéeNews](#)

**Madifing Diané, ancien ministre de la Sécurité**



« Nous n'aurons jamais une démocratie aussi populaire que celle qu'a engendrée le PDG-RDA »

© [Vision Guinée](#)

*Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo*

---

# **Le mouvement “Listes citoyennes” encourage les candidatures indépendantes**

écrit par GuineePolitique© | 3 novembre 2016



---

## *Tops et flops de la semaine*

---



**Listes Citoyennes**, une plateforme apolitique qui compte soutenir et encourager les candidatures indépendantes pendant les élections communales de 2017.

**Le front national de défense des droits des citoyens**, une plateforme de partis politiques et des activistes de la société civile pour dénoncer le projet de violation de la loi à travers les accords politiques du 12 octobre 2016.



**L'État guinéen**, pour la forte dégradation du réseau routier, la reprise des délestages dans le cadre de la desserte en électricité dans la capitale mais aussi l'indifférence du gouvernement face à la crise migratoire qui endeuille des familles guinéennes.

**La RTG et la survivance des éditos** assez démagogiques du journaliste narrateur de la radiotélévision guinéenne (RTG) Louis Auguste le Roi sur l'armée.

---

---

# SCAN : « [ ] le guinéen n'aime pas le bonheur du guinéen [ ] » Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 3 novembre 2016



Alpha Condé président de la  Guinée lors d'une visite à Beijing en Chine.

« La Guinée est en retard premièrement à cause des comportements ethnocentriques. Deuxièmement, le guinéen n'aime pas le bonheur du guinéen. Troisièmement, c'est le mensonge. Les guinéens, plus le mensonge est gros, plus ils y croient »

©[Vision Guinee](#)

Ousmane Gaoual Diallo  
député du parti UFDG  
(parti d'opposition)  
dans l'émission Œil de  
Lynx.



« Allez annoncer de grands contrats, marchés et que des grandes entreprises qui vont venir, c'est ce que nous faisons depuis 5 ans. A chaque fois qu'Alpha Condé sort de la Guinée, il remporte de grands contrats, il a de l'argent, mais on ne voit rien en Guinée » ©[Vision Guinee](#)

Faya Millimono  
président du Bloc  
Libéral (parti  
d'opposition) dans  
l'émission Œil du Lynx



« Aujourd'hui, il n'y a pas une seule plateforme qui ne soit pas d'accord que ces accords politiques sont entrain d'aller vers une accentuation du viol de la loi. Lorsque les Guinéens vont signer en masse la pétition, nous parviendrons à convaincre un nombre de 40 députés. Nous avons déjà autour de 15 députés qui sont convaincus, qui vont s'opposer au vote d'une loi qui prendra le point II de ces accords ». ©[Guinée Matin](#)

*Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo*

---

# Pression d'Ankara sur Conakry, les écoles "La Citadelle" rebaptisées

écrit par GuineePolitique© | 3 novembre 2016



*Les écoles "La Citadelle" ouvertes en 2003 en Guinée x étaient soupçonnées d'appartenir au prédicateur turc l'Imam Fethullah Gülen, exilé aux USA, accusé par le gouvernement turc d'être le commanditaire du coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016. La décision des autorités guinéennes de fermer ces écoles serait motivée par une injonction d'Ankara.*

Dans le but de trouver un compromis, une mission turque a été reçue ce jeudi 13 octobre 2016, par le ministre de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation Ibrahima Kourouma.

Le lundi 24 octobre, les cours ont repris au complexe scolaire « La Citadelle » rebaptisées « Les écoles Maarif turco-guinéennes » du nom d'une fondation turque, a expliqué à BBC Afrique son nouveau directeur, Mahamed Targal. Les écoles du groupe "Maarif" sont administrées par un nouveau personnel envoyé par le gouvernement turc

**Illustration de la purge**

## ***En Afrique, la Turquie livre une guerre totale à Gülen, notamment dans les écoles***

La confrérie Gülen “ne cherche pas seulement à prendre le pouvoir en Turquie mais essaie aussi d’atteindre l’Afrique”, a averti le président turc Erdogan, mais s’il a décimé les écoles de son ennemi juré dans son pays, il aura plus de mal à les faire fermer en Afrique.

Dès l’échec du putsch du 15 juillet, Recep Tayyip Erdogan a lancé une guerre totale contre Fethullah Gülen, et notamment contre toutes les écoles et universités du prédicateur exilé accusé du coup de force. En Turquie et dans le monde, puisque le réseau a tissé sa toile dans 120 pays.

Peu présent en Afrique du Nord, Gülen est bien implanté depuis 1996 avec une centaine d’écoles dans environ 40 pays d’Afrique sub-saharienne, où elles forment des “bêtes à concours” dans un continent où seuls 20% des élèves parviennent à intégrer l’université.

Elles sont chères et réservées aux enfants des élites, hormis les boursiers. Aux Etats-Unis, où est exilé M. Gülen, elles attirent une population d’immigrés.

Mais aujourd’hui, la diplomatie turque exerce d’intenses pressions en Afrique pour faire fermer toutes les écoles et universités de Gülen.

Et si la Turquie se heurte à une fin de non-recevoir de nombreux pays, elle peut faire plier de petits Etats exposés aux sanctions et sensibles aux promesses d’aide.

– ‘Absurde’ –

Au Nigeria, l’ambassadeur turc Hakan Cakil a requis formellement auprès du gouvernement la fermeture de ses 17

écoles et université, situées notamment à Lagos, Kano, Kaduna et Abuja, invoquant “la sécurité nationale de la Turquie”. Ces écoles, implantées depuis 18 ans, accueillent 4.250 jeunes.

Abuja a décliné, rappelant que le Nigeria était un “Etat souverain”. Elles “figurent parmi les écoles les plus prestigieuses du pays, et avec un coût de 12.000 dollars par an (environ 10.000 euros), s’adressent aux très riches”, explique Gabrielle Angey, doctorante au Centre d’Etudes turques CETOBaC, à Paris.

Ces établissements “ne sont pas liés au gouvernement”, et Abuja “ne comprend pas le sens de cette demande”, déclare à l’AFP Cemal Yigit, un Turc du Hizmet, le mouvement de Gülen, fondateur du Nigerian Turkish International Colleges (NTIC).

“Les gens ne peuvent voir aucun lien entre ces écoles et la tentative de putsch en Turquie. C’est absurde”.

Au Kenya, les six écoles de la confrérie sont gérées par la Fondation Omeriye et sont restées ouvertes malgré les pressions.

Ce n’est pas le cas en Somalie où à Mogadiscio, dès le lendemain du coup d’Etat raté, deux écoles de la Nile Academy ont été fermées.

La Somalie, qui a bénéficié largement de l’aide turque, sous forme de soutien diplomatique, militaire, d’aide au développement et constructions – comme l’aéroport de Mogadiscio, inauguré par M. Erdogan en personne – est bien plus exposée aux pressions.

L’Afrique du Sud compte neuf écoles Gülen, dans la plupart des grandes villes, qui font partie des meilleurs établissements du pays, comme le lycée Horizon de Johannesburg, numéro un national en mathématiques.

“Elles sont surtout connues pour avoir d’excellents résultats

au bac et particulièrement en sciences”, souligne Ayhan Cetin, président du Turquoise Harmony Institute de Johannesburg, un centre culturel turc inspiré – mais pas financé – par Gülen.

“Il n’y a pas de raison que ces écoles ferment: l’Afrique du Sud est une démocratie et ce sont des écoles sud-africaines”, ajoute M. Cetin.

– ‘Pas d’éducation religieuse’ –

“De fait le gouvernement turc n’a aucun pouvoir direct de fermeture de ces écoles”, de droit privé placées sous la tutelle des ministères de l’Education des pays concernés, affirme Gabrielle Angey.

La présence turque en Afrique, insignifiante au début des années 2000, s’y est ancrée solidement grâce au réseau d’écoles de Gülen et à la confédération patronale turque Tuskon – ouvertement guléniste.

L’enseignement des écoles Gülen est tourné vers les matières scientifiques, les nouvelles technologies, l’économie, l’international, et dispensé le plus souvent en anglais, même dans des pays francophones comme le Sénégal (huit écoles).

“Les enseignants turcs appartiennent vraiment au réseau gülen, ce sont des religieux engagés depuis longtemps” dans la confrérie, dit la chercheuse.

Mais “la dimension religieuse apparaît si peu que beaucoup d’étudiants ne comprennent même pas que leur école appartient au mouvement”.

“Il n’y a pas de cours d’éducation religieuse”, relève Mme Angey – à part au Sénégal où ils sont obligatoires. Il s’agit “d’amener les élèves vers des questions spirituelles mieux que ne le ferait du prosélytisme”.

Ainsi les écoles africaines de Gülen sont pluralistes: elles accueillent aussi des élèves chrétiens – jusqu’à 45% au

Nigeria.

Le débouché naturel pour ces élèves africains était souvent les universités en Turquie, ouvertement gulenistes et religieuses, comme Fatih à Istanbul.

Jusqu'au coup d'Etat raté.

[www.guineepolitique.com](http://www.guineepolitique.com)

[contact@guineepolitique.com](mailto:contact@guineepolitique.com)

---

# Le ministre Gassama Diaby et la problématique de la citoyenneté

écrit par GuineePolitique© | 3 novembre 2016



Semaine nationale de la   
Citoyenneté

Initiée par le ministre de l'unité nationale et de

**la citoyenneté Khalifa Gassama Diaby, la première édition de la semaine nationale de la citoyenneté se tiendra du 1<sup>er</sup> au 7 novembre 2016. Le thème retenu est « citoyenneté et civisme pour la paix, la démocratie et le développement ».**

Introduit lors du conseil des ministres du 29 septembre 2016 cependant instituée en Guinée par la Loi L/2016/038/AN du 28 juillet 2016, le projet d'organisation de la Première édition de la Semaine Nationale de la Citoyenneté et de la Paix avait obtenu l'aval du conseil, même si quelques soucis financiers ont failli le renvoyer aux calendes grecques. Selon le ministre, l'objectif principal de cette initiative est de contribuer à la promotion de la culture citoyenne et de la paix dans notre pays ; de promouvoir des attitudes et comportements citoyens, respectueux des lois de notre pays et du vivre ensemble ; de renforcer la jouissance des droits et libertés des citoyens, tant du côté des citoyens eux-mêmes que de la part de l'Etat et de ses démembrements. Spécifiquement, il s'agit de sensibiliser les populations sur la notion de la culture et l'esprit de la citoyenneté ainsi que de leur participation à la consolidation de la paix; susciter des réflexions sur la responsabilité du citoyen vis-à-vis de sa patrie, mais aussi sur ses droits, ses libertés et ses devoirs et obligations ; susciter des réflexions sur la notion de nation, de solidarité nationale et de la fraternité républicaine ; susciter des réflexions sur les liens entre la culture citoyenne, l'idée de nation et le système démocratique.

*[www.guineepolitique.com](http://www.guineepolitique.com)*

*[contact@guineepolitique.com](mailto:contact@guineepolitique.com)*

---

# La firme anglo-australienne Rio Tinto se retire du projet Simandou sud

écrit par GuineePolitique© | 3 novembre 2016



Jusqu'ici, à propos du désintéret de Rio Tinto pour le projet Simandou sud, on parlait davantage de gel. Mais à partir de ce 28 octobre, on peut s'autoriser à utiliser le terme de retrait de la firme anglo-australienne.



En effet, comme on le présumait, une des grandes conclusions du séjour actuel du président Alpha Condé en Chine, c'est bien le transfert de l'intégralité des parts de Rio Tinto dans la société Simfer SA à Chinalco, l'autre grand actionnaire du gigantesque projet.

Officiel et assumé, l'accord qui scelle ce transfert a été rendu public par un communiqué du gouvernement guinéen. En substance, il y est écrit que :

Sous l'égide du Gouvernement Guinéen, Rio Tinto et Chinalco sont parvenus, à la suite de plusieurs mois de négociations, à un accord sur les conditions du transfert de la totalité des parts de Rio Tinto à Chinalco dans Simfer Jersey, la co-entreprise possédant 80,75% des actions de Simfer S.A (la

société détentrice des droits du Projet Simandou Sud).

Le processus de transfert, à son terme, devra déboucher sur une « prise de contrôle » du projet par Chinalco. Il est également prévu que les coûts historiques engagés par Rio Tinto, réduits à 25 %, lui soient remboursés après l'entrée en production du projet.

Avec cette issue, la Guinée et Rio Tinto évitent un clash dont les observateurs disaient qu'il serait préjudiciable à toutes les parties. Ainsi libérée de ses engagements vis-à-vis du projet Simandou sud, Rio Tinto pourra tranquillement se consacrer à ses autres projets notamment en Australie et en Birmanie. Pour leur part, les autorités guinéennes devront approfondir les discussions avec la partie chinoise en vue de la relance du projet. A propos, le communiqué du gouvernement, même s'il se garde d'annoncer une quelconque échéance, rapporte que le ministre des mines, Abdoulaye Magassouba, est plutôt optimiste quant à cette relance en perspective. A propos, le ministre des mines devrait immédiatement mettre en place « *un groupe de travail conjoint avec Chinalco pour établir une feuille de route pour les actions à entreprendre pour la relance du projet* ».

Sauf qu'au-delà de cette annonce, beaucoup se demandent comment les parties pourront résoudre la question monumentale du financement du projet. Question à laquelle Rio Tinto s'était heurtée. En effet, outre l'importance des fonds estimés à plusieurs milliards de dollars américains, il y a le facteur du prix actuel du fer (à 57,47 dollars/la tonne) n'est pas de nature à inciter les investisseurs à mettre la main à la poche.

Par Boubacar Sanso Barry ©[ledjely](http://ledjely.com)

[www.guineepolitique.com](http://www.guineepolitique.com)

[contact@guineepolitique.com](mailto:contact@guineepolitique.com)

---

# Le Front national de défense des droits des citoyens dénonce les accords du 12 octobre 2016

écrit par GuineePolitique© | 3 novembre 2016



## *Quel est le problème ?*

*«Le conseil de quartier/district soit composé au prorata des résultats obtenus dans les quartiers/districts par les listes de candidatures à l'élection communale ; le Président du conseil de chaque quartier/district soit désigné par*



*l'entité dont la liste est arrivée en tête dans ledit quartier/district au scrutin communal. A cet effet, les parties au dialogue invitent l'Assemblée nationale à procéder en conséquence à la révision du code électoral lors de la session budgétaire 2016. »*

Réunis au sein d'une plateforme *Le front national de défense des droits des citoyens* des partis politiques et des activistes de la société civile ont lancé une pétition pour

dénoncer la violation de la loi si toutefois l'assemblée nationale adoptait les modifications soumises par les signataires desdits accords. Cette pétition cherche avant tout à convaincre les députés de voter contre ces accords. Parmi les promoteurs de cette pétition se trouve en première ligne Faya Millimono du parti d'opposition Bloc Libéral, El hadj Thierno Mamadou Bah, président du parti d'opposition Nouvelle Génération pour le Changement (NGC) ou encore Alpha Ibrahima Silla Bah, député à l'Assemblée nationale.

[www.guineepolitique.com](http://www.guineepolitique.com)

[contact@guineepolitique.com](mailto:contact@guineepolitique.com)

---

# **URTELGUI se prononce en faveur d'une indemnisation des médias audiovisuels attaqués pendant les manifestations politiques**

écrit par GuineePolitique© | 3 novembre 2016



Les accords politiques du 12 octobre 2016 ont suscité plusieurs réactions. L'Union des radiodiffusions et télévisions libres de Guinée (URTELGUI) se dit également concernée par ces accords.



Dans une déclaration lue par son secrétaire général, Aboubacar Camara, l'URTELGUI souhaite que l'opération d'indemnisation soit élargie aux autres victimes notamment les médias audiovisuels victimes de destruction en 2007 et même en 2013.

Il faut rappeler les accords du 12 octobre 2016 mentionnent la mise en place de fonds d'indemnisation placés sous la tutelle du ministre de l'Administration du territoire et alimentés par « les partenaires financiers et techniques à l'instar des Basket Fund » prévus pour les victimes décédées et handicapées ainsi que pour les victimes de pillages lors des manifestations politiques de 2013.

[www.guineepolitique.com](http://www.guineepolitique.com)

[contact@guineepolitique](mailto:contact@guineepolitique)

---

## La société civile se réveille mais pas pour longtemps

écrit par GuineePolitique© | 3 novembre 2016





Le 21 septembre 2016, la convention des acteurs non étatiques de Guinée (CANEG) a organisé un forum pour bavarder sur le dialogue politique inter-guinéen et la consolidation de la paix.

Ce forum s'est tenu dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la paix, à la veille de l'ouverture du dialogue entre les acteurs politiques. Le machin de la société civile guinéenne a placé les débats sous le thème : "Dialogue national, renforcement et pérennisation des acquis démocratiques". Selon le président de l'ONG, Sékou Koureissy Condé, "la société civile s'implique dans le dialogue pour signifier sa présence et son attachement à la paix dans ce pays". Pour le ministre de la Citoyenneté et de l'Unité nationale, Gassama Diaby « la société civile doit faire en sorte que le dialogue soit une discussion approfondie et qu'il nous permette de mettre en place des mécanismes qui nous évitent de revenir à chaque fois en arrière ».

[Informations retranscrites par Mame Diallo de Guineenews \(Tous droits réservés\)](#)

[www.guineepolitique.com](http://www.guineepolitique.com)

[contact@guineepolitique.com](mailto:contact@guineepolitique.com)

---

# Tullow se retire, Hyperdynamics SCS signe sa survie en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 3 novembre 2016



## Signature entre la société Hyperdynamics SCS et la Guinée pour un 2<sup>ème</sup> avenant du contrat de partage d'hydrocarbures



La Direction Générale de l'Office National des Pétroles (ONAP) annonce que Monsieur Diakaria Koulibaly, Directeur Général de l'Office National des Pétroles de la République de Guinée et Monsieur Ray Léonard , Président -Directeur Général de Hyperdynamics Corporation ont signé ce Vendredi 19 Août 2016

un protocole d'entente (PE) concernant les modalités d'une extension d'un (01) an non renouvelable du contrat de partage de production d'hydrocarbures telle qu'amendée (le CPP) jusqu'au 22 Septembre 2017.

Cette entente fait suite au retrait des partenaires Dana Petroleum et Tullow oil du consortium et à la volonté exprimée par la compagnie SCS Hyperdynamic Corporation de poursuivre le partenariat avec la Guinée dans le domaine de la recherche et de la promotion pétrolière.

Hyperdynamics et l'Autorité Guinéenne conviennent que ce Protocole d'entente n'est pas un document juridiquement contraignant et se sont engagées à négocier par accord mutuel des documents conventionnels pour la période d'extension, au plus tard le 1er septembre 2016, incluant les conditionnalités ci-après :

- Hyperdynamics sera l'Opérateur et détiendra un intérêt de 100 % dans la Concession de Guinée.
- Le Gouvernement de Guinée accordera une extension d'un an pour la période d'Exploration actuelle, jusqu'au 22 septembre 2017.
- Hyperdynamics retiendra une superficie déterminée par accord mutuel équivalente à 23 % de la superficie actuelle de la Concession, rétrocédera la superficie restante dans des conditions de forme géométrique simple tel que prévue par le code pétrolier et s'engagera à forer un (1) puits d'exploration au large des côtes de Guinée, avec une date de commencement des travaux de forage prévue en avril 2017 pour une durée estimée de 42 jours.
- Si le puits n'est pas foré au cours de cette période d'extension d'un (1) an, Hyperdynamics sera redevable envers le Gouvernement de Guinée de la totalité ou du reliquat du budget du forage estimé à Quarante Six

Millions de Dollars Américains (USD 46 000 000).

- Hyperdynamics a réaffirmé qu'en raison du retrait du CPP de Tullow et de Dana, le 15 août 2016, la société est obligée de payer toute partie non utilisée du programme de formation en vertu de l'Article 10.3 du CPP, estimée à USD 500 000, et convient de l'administrer conjointement avec l'Office National des Pétroles de Guinée.
- Le coût global de récupération concernera exclusivement les dépenses effectuées par Hyperdynamics depuis 2009 dans le cadre de la mise œuvre du CPP.

L'Office National des Pétroles (ONAP) et la compagnie SCS Hyperdynamics Corporation se réjouissent de la signature du présent protocole et s'engagent de travailler en synergie pour une meilleure réussite de ce projet dans l'intérêt majeur des parties.

**Source : Cellule de Communication du Gouvernement**

## **Rappel**

Depuis 2007, la Guinée exige la révision de la convention de partage d'hydrocarbures qu'elle a signée avec Hyperdynamics, estimant ses intérêts lésés. Une commission interministérielle chargée de réviser le contrat avait jugé « inconcevable » l'octroi de toute la superficie offshore du pays à une seule société. Elle avait, par ailleurs, indiqué dans son rapport que le recouvrement des coûts pétroliers et le partage de la production, prévus à l'article 1.7, était inacceptable.

Cette disposition prévoyait 10% de royalties à payer au Gouvernement et une part maximale de 75% de la production était donnée à l'entrepreneur au motif de récupérer les dépenses pétrolières.

Selon des informations rapportées par l'agence *Reuters* en mars 2014, la Guinée s'est engagée à examiner les droits accordés à

la société américaine Hyperdynamics, qui détient 37 % sur un ensemble de permis couvrant 25 000 kilomètres au large du pays d'Afrique de l'Ouest – le seul d'ailleurs dans lequel cette entreprise est active.

Selon la même source, Hyperdynamics, qui compte parmi ses partenaires en Guinée le britannique Tullow Oil, est sous le coup d'une enquête du ministère de la Justice américain (Department of Justice) et de la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de la Bourse de New-York, à propos des conditions d'obtention et du maintien de sa concession en Guinée.

Dans un courrier en date du 15 août 2016 et présenté aux officiels guinéens lors de la réunion du pacte des actionnaires qui a eu lieu à Conakry le 17 août dernier, la britannique Tullow (détenant 40% des actions) s'est retirée du consortium composé de l'américaine Hyperdynamics et de la sud coréenne Dana Petroleum pour l'exploitation de l'offshore guinéen sur une superficie de 18750 kilomètres carrés au large de la côte africaine.

[www.guineepolitique.com](http://www.guineepolitique.com)

[contact@guineepolitique.com](mailto:contact@guineepolitique.com)